

ABONNEMENT.

Sommaire : 30 fr. Un an... Six mois... Trois mois...

On s'abonne :

A SAUMUR, Chez tous les Libraires; A PARIS, Chez DONGRE et RULLIER, Place de la Bourse, 33; A. EWIG, Rue Vieille, 2.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... Réclames... Faits divers...

RÉSERVES SONT PAIÉES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas...

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, Chez M. BAYAS-LAFFITE & Co, Place de la Bourse, 2.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

20 Août 1878.

Chronique générale.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX.

Hier lundi s'est ouverte dans toute la France la session des conseils généraux. Au point de vue départemental aussi bien, il faut le dire, qu'au point de vue politique, cette session, on le sait, est de beaucoup la plus importante. Outre le vote des budgets départementaux et la répartition des centimes additionnels, le renouvellement intégral des bureaux a lieu, en effet, au début de cette session. Cette année, l'approche des élections sénatoriales double l'intérêt qui s'attache d'ordinaire et avec raison à l'élection de ces bureaux. Ce qui caractérisera et dominera sans nul doute fatalement cette session, malgré la prévoyante sagesse de la loi qui interdit l'accès des questions politiques aux assemblées départementales, ce sera précisément ce côté politique. Les événements, l'incertitude, l'instabilité des institutions, ont rendu la loi lettre morte, et aujourd'hui, on ne voit qu'une chose, on ne vise qu'un but, on ne se préoccupe que d'une échéance : les élections sénatoriales.

Nous devons donc nous attendre à de sonores discours où les intérêts locaux ne tiendront à coup sûr qu'une bien faible place, à de nombreuses sorties illégales, surtout au sein des conseils gratifiés de majorités républicaines, accoutumées, par profession, à sortir sans gêne aucune des attributions à elles conférées par la loi. Nul doute que le ministère n'exerce, lui aussi, dans ces assemblées, une pression, au moins morale, plus ou moins ostensible mais réelle, pour le triomphe de ses candidats. Quoi qu'il en soit, les conservateurs ne doivent pas se décourager et leur devoir est tout tracé. Sur un terrain où ils sont amenés malgré eux, ils doivent lutter pour le droit contre la force, en restant constamment dans la légalité.

Nous avons enregistré hier le bruit fort accrédité d'après lequel les conseils municipaux seraient convoqués pour le dimanche 24 novembre, à l'effet d'élire les délégués pour les élections sénatoriales.

Comme complément à cette nouvelle, ajoutons que la date du 5 janvier 1879 semble devoir être choisie pour le scrutin relatif au renouvellement triennal de la Chambre haute.

Il serait question d'offrir à M. Thiers de laisser supporter par l'Etat tous les frais du service qui sera célébré à Notre-Dame pour l'anniversaire de la mort du libérateur du territoire, sous le prétexte que l'ordre moral n'a pas bien fait les choses le jour de l'enterrement.

Malgré les préoccupations que l'organisation du service funèbre du 3 septembre causent à M. Thiers, il paraît, si nous devons en croire un journal de Paris, que ce sera en novembre prochain qu'aura lieu la publication des mémoires de M. Thiers.

Cette publication, faite par les soins de la veuve de l'illustre défunt, est, dit-on, destinée à produire une très-grande impression, car ces mémoires contiennent les détails les plus piquants et les plus inattendus sur les événements qui se sont succédé depuis 1870, et sur les hommes qui y ont pris part.

Le sous-préfet de Villefranche, qui a si brutalement expulsé les Sœurs de l'école congréganiste de Prévinières, est de Béziers et a nom Buard.

Or, il paraît qu'en commettant cet abus odieux de pouvoir, qui restera attaché comme une flétrissure à son passé administratif, ce Buard-là a oublié tous les devoirs de famille.

Voici ce qu'on écrit à ce sujet de Béziers au Messenger du Midi, de Montpellier :

« Que penserait-il de ses collègues en administration si demain M. Buard, sa tante paternelle, religieuse de Saint-Maur, tout près de Lyon, était ainsi, par leur ordre, brutalement jetée à la porte de son refuge ? »

« Que dirait-il si M. le préfet de l'Hérault expulsait sa propre sœur, du même ordre, enseignant à Cette, en lui refusant, à huit heures du soir, alors qu'elle serait sans asile, de prendre à la hâte des vêtements secs pour remplacer ses vêtements mouillés de pluie, probablement dans une mission de bienfaisance ? »

« De pareils actes ne se commentent pas ; on en laisse juge la morale publique. »

M. Renouard, sénateur inamovible et ancien procureur général à la cour de cassation, qui vient de mourir, était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Né à Paris, il était fils du libraire de ce nom et avait débuté, en sortant de l'École normale supérieure, comme répétiteur de la conférence de philosophie. En 1845, il abandonna l'enseignement pour le barreau, et, après avoir exercé pendant toute la durée de la Restauration la profession d'avocat, il fut nommé, à la Révolution de 1830, secrétaire général du ministère de la justice.

De 1832 à 1842, il fut élu plusieurs fois député par le département de la Somme. Nommé conseiller à la cour de cassation en 1837, il fut créé pair de France en 1846.

Au moment du coup d'Etat du 2 décembre, il exerçait les fonctions de procureur général à la cour de cassation, et comme tel requit, au nom de la haute-cour de justice, la déchéance et l'arrestation du prince-président.

En 1869, M. Renouard, qui était le doyen de la cour, sortit des rangs de la magistrature active et devint conseiller honoraire ; il se consacra entièrement à ses études d'économie politique et de jurisprudence qui dès 1864 lui avaient valu d'être nommé membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Lorsque M. Thiers fut nommé président de la République, il rappela M. Renouard à l'activité en lui confiant de nouveau le poste de procureur à la cour de cassation.

Démissionnaire, M. Renouard fut deux fois candidat des gauches du Sénat pour un siège de sénateur inamovible. Battu une première fois par M. Chesnelong dans l'élection du successeur de M. Wolowski, M. Renouard fut élu à l'élection suivante en remplacement du général Letellier-Valazé.

M. Renouard était officier de la Légion-d'Honneur depuis 1835 ; il fut promu commandeur en 1873, et grand-officier en 1877. M. Renouard était l'oncle de M. Léon Say, ministre des finances.

La mort de M. Renouard porte à quatorze le nombre des sénateurs décédés inamovibles depuis la fondation du Sénat.

Le général Chareton est le seul des sénateurs inamovibles qui, avec M. Renouard, doit être remplacé à la reprise de la session.

M. Dufaure a été péniblement affecté par la mort de M. Renouard, avec lequel il était intimement lié depuis cinquante ans.

Le président du conseil a été vu pleurant en apprenant la mort de M. Renouard.

Les Tablettes reçoivent de Châlons-sur-Saône un pressant appel que les membres de la commission du monument à élever à la mémoire de Joseph-Nicéphore Niepce, inventeur de la photographie, adressent à la France et aux autres nations.

Voilà certes une souscription qui honore la ville et les hommes qui en ont pris l'initiative, puisqu'elle a pour but de reconstituer la reconnaissance des nations envers un homme qui est le créateur d'une œuvre destinée à rendre des services plus sérieux que ceux de certains hommes politiques.

Par suite de la mort de M. Naudet, M. Chevreul (Michel-Eugène) est maintenant le doyen de l'Institut.

M. Chevreul est né à Angers, le 31 août 1786. A l'âge de seize ans, il entra à l'École centrale de cette ville, où il eut pour condisciple le fameux médecin Béchard.

En 1844, après des études remarquables et des travaux qui annonçaient un maître, il fut nommé aide-naturaliste au Muséum.

Quelques années après, il était examinateur à l'École polytechnique, professeur de mathématiques au lycée Charlemagne et enfin directeur des tentures et professeur de chimie à la manufacture des Gobelins.

M. Chevreul entra en 1826 à l'Académie des sciences.

En 1842, M. Chevreul fut invité par le ministre du commerce à se rendre à Lyon pour y professer ses opinions sur la gradation des nuances colorées, leur alliance et leur opposition, théorie dont les applications pratiques sont incalculables.

M. Chevreul devint enfin directeur du Muséum, où il a rendu les plus grands services.

M. Chevreul, qui aime à se dire le doyen des étudiants, est grand-officier de la Légion-d'Honneur.

M. Wenschenck, directeur de la Gaité, n'écrit pas de longues lettres aux journaux dans lesquels il « tombe » ses confrères ; plus courageux, il va directement à M. Sarcéy, et voici le mot très-drôle qu'il lui écrit en réponse à son fameux article sur les recettes des théâtres :

« Cher maître, non content de manger tous les jours un prêtre, il vous faut maintenant manger un directeur chaque dimanche ! »

« N'est-ce pas trop ? » C. WENSCHENCK, Directeur de la Gaité.

Un jeune sous-lieutenant du 60^e de ligne, en garnison à Besançon, vient de mourir à l'hôpital Saint-Jacques, donnant à tous ceux qui l'entouraient le plus édifiant spectacle. Plusieurs soldats de son régiment étaient atteints de la variole ; il venait presque chaque jour les visiter, passant avec eux de longs instants, s'intéressant à leurs besoins et ne les quittant jamais sans les avoir édifiés par quelques bonnes et chrétiennes paroles.

Un jour, voyant une Sœur qui, sans souci de l'épidémie, soignait ses pauvres soldats, il lui dit : « Mais, ma sœur, savez-vous que ce mal est contagieux ? n'avez-vous jamais pensé que vous pourriez être victime de votre dévouement ? — En venant dans cette maison, reprit simplement l'hospitière, j'ai fait à Dieu le sacrifice de ma vie, il peut en disposer. — Au fait, reprit le sous-lieutenant, une telle mort vaudrait celle qu'on peut trouver sur un champ de bataille : elle ne serait pas moins héroïque. » A quelques jours de là il tombait malade, victime de l'épidémie, et, on peut bien le dire, de son dévouement.

VAINQUEUR ET VAINCU.

Nous avons annoncé que le général mexicain Escobedo, révolté contre l'autorité du président Porfirio Diaz, venait d'être fait prisonnier à Cuatro-Cienegos. Emmené à Monterey, jugé, condamné à mort, il a peut-être déjà tombé, à Mexico, sous les balles de ses anciens compagnons d'armes.

C'est ce même Escobedo qui commandait, en mai 1867, l'une des deux colonnes républicaines qui ont fait le siège de Querétaro.

C'est à lui que l'empereur Maximilien a remis son épée. Voici dans quels termes un des historographes du prince, M. Arias, raconte cette scène émouvante :

« Escobedo, suivi de son état-major, arriva peu d'instants après. Maximilien fit quelques pas en avant pour le recevoir ; puis, après un salut grave, mais poli, il lui manifesta l'intention de lui parler en particulier. Le général fit retirer sa suite et se prépara à entendre ce que le prince avait à lui dire.

« — Permettez-vous, dit-il, que, sous la garde d'une escorte, je me rende à un point quelconque de la côte où je pourrai m'embarquer pour l'Europe ? je promets, sous la garantie de mon honneur, de ne jamais remettre les pieds au Mexique.

« — Il m'est impossible, répondit laconiquement Escobedo, de vous accorder ce que vous me demandez.

« — Puisqu'il en est ainsi, répliqua Maximilien, vous ne permettrez pas, je l'espère, qu'on m'insulte, et vous me traiterez avec la considération due à un prisonnier de guerre.

« — Vous êtes en effet mon prisonnier, répondit Escobedo.

« Après ces quelques mots, le prince détacha son épée et la présenta au général, qui la fit recevoir par son chef d'état-major. »

Un mois après, l'empereur déchu était fusillé, et la nouvelle de son supplice arrivait en France durant le troisième mois de l'Exposition universelle.

L'AGIOTAGE RÉPUBLICAIN.

L'échec éprouvé par le ministre des finances à l'émission du 3 0/0 amortissable est

